

## VENDREDI 5 SEPTEMBRE 2014

- = La tentation du schiste p.1
- = Deepwater Marée Noire: BP accusée de Négligence Grave p.7
- = Le monde produit plus d'automobiles que de pétrole pour les faire rouler p.8
- = Quand le président de Total joue l'imbécile au café du Commerce p.9
- = La déflation va-t-elle déchaîner la Grande Apocalypse Financière ? p.12
- = Quand entrer sur les marchés boursiers... et quand en sortir p.14
- = La BCE ou le pouvoir de l'imagination p.15
- = « L'Europe dans le coma économique. La BCE tente la réanimation !... » p.18
- = Mistral Perdant p.28
- = La France emprunte sans difficulté... parce qu'elle n'hésitera pas à ponctionner l'épargne des Français p.30
- = Les marchés boursiers à l'assaut de la plus grande bulle de l'histoire p.32
- = Le ridicule... p.35
- = Croissance des énergies nouvelles p.36
- = Mur, cessez le feu, sans dents... p.37
- = Egypte: Panne d'électricité monstre au Caire p.38
- = MARIO DRAGHI NOIE LE POISSON, EN TOUTE INDÉPENDANCE... p.38
- = Voici comment nous sortirons de la déflation p.39
- = L'Irlande, le pays où il n'est pas nécessaire de rembourser son crédit immobilier... (Audrey Duperron) p.40
- = La BCE est maintenant à cours de munitions: 'Mario Draghi va rapidement être remplacé par Jens Weidmann' (Audrey Duperron) p.43



## La tentation du schiste

1 Septembre 2014 , Rédigé par Benoît Thévard

C'est la rentrée et nous allons enfin sortir de notre sommeil estival. En juillet et en août, **le monde s'arrête de tourner** et il n'existe plus d'autres problèmes que la pluviométrie et les chassé-croisés. Cette longue pause permet de mettre de côté le catastrophisme éclairé qui nous anime, mais elle est potentiellement angoissante lorsque l'on se sent investi par un sentiment d'urgence, par la conviction qu'il faut à tout prix engager **la grande transition** de notre société.

C'est au coeur de cette longue léthargie que France 5 a choisi de diffuser un reportage sur les hydrocarbures de roche mère: la tentation du schiste.

Outre le fait que j'y apparaisse à deux reprises (ce qui est un honneur lorsque l'on sait que 25 personnes interviewées n'ont pas été intégrées au documentaire), je trouve que ce film apporte quelque chose de nouveau par son **apparente neutralité**, chose difficile lorsque l'on aborde ce sujet. La

question sous-jacente est celle du mode de vie: *pouvons-nous refuser les hydrocarbures non-conventionnels sans remettre en question notre manière de vivre ?*

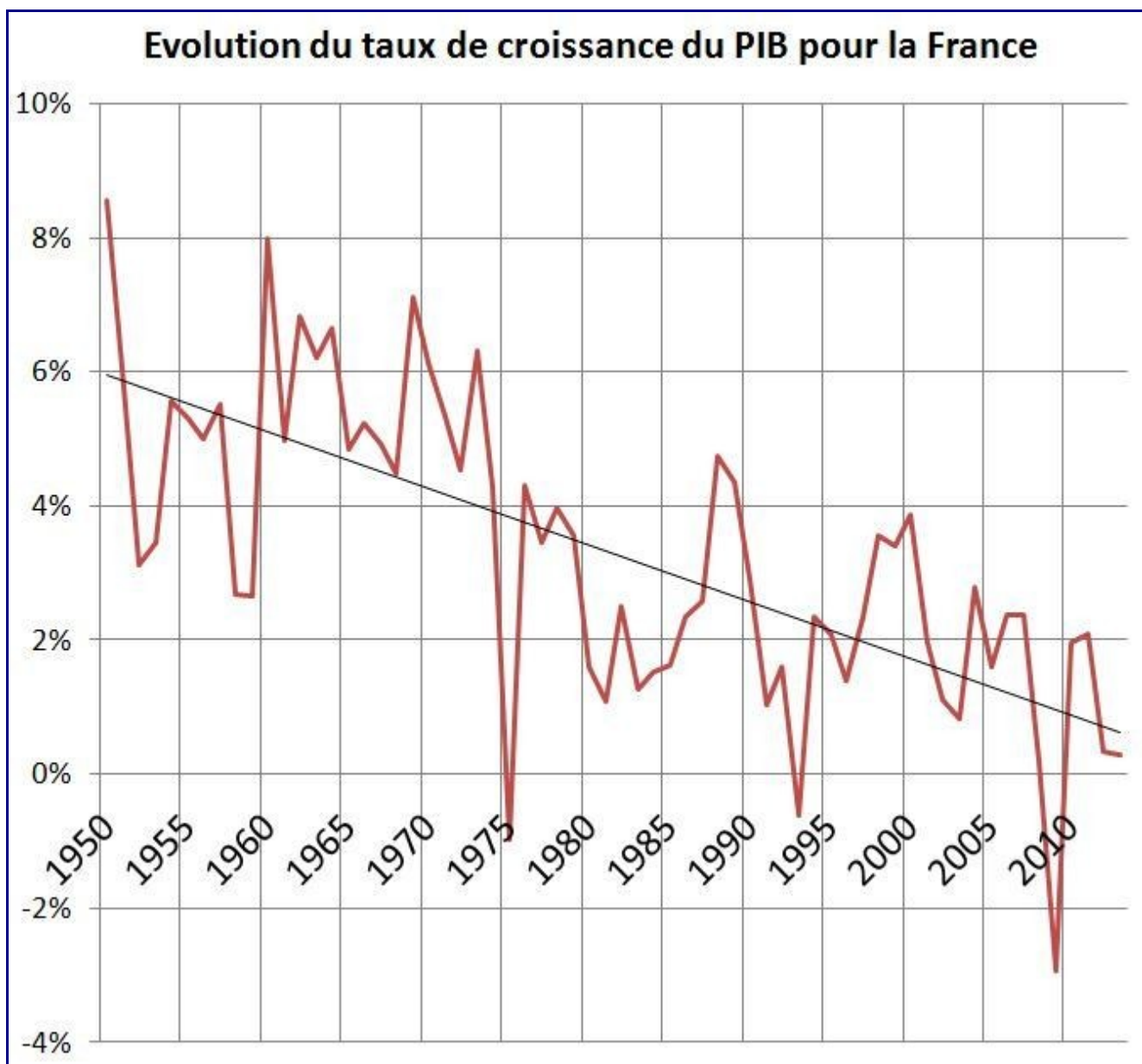
Gasland, premier **documentaire choc** sur le sujet, a provoqué et provoque toujours des réactions passionnées et légitimes. Mais Gasland est un film militant dont certains passages semblent manquer de rigueur. Il a eu le grand intérêt de provoquer un débat en France, mais il n'est pas vraiment adapté à l'organisation de débats citoyens plus objectifs, plus rationnels.



<https://www.youtube.com/watch?v=DGCciq7qrs4>

Cette question de l'approvisionnement énergétique étant intimement lié à la situation économique, cela me permet de rebondir sur l'actualité politique de la France. La situation est déplorable et nous courrons à la catastrophe. Les socialistes se déchirent aujourd'hui sur une question absolument fondamentale: la **croissance** doit-elle être **relancée par l'offre** (M. Valls et M. Macron) ou **par la demande** (M. Montebourg) ? Faut-il donner de l'argent (ou en prendre moins) aux entreprises pour les rendre plus compétitives, ou faut-il augmenter les déficits pour permettre à la population de consommer plus ? Voilà donc une question essentielle et très novatrice puisque l'idée de relance économique par l'offre date du XIXème siècle (J.B. Say) et la théorie de relance par la demande remonte au début du XXème (J.M. Keynes). C'est dire si les idées pour lesquelles M. Montebourg a été remercié sont révolutionnaires !

Je ne suis pas contre les débats inutiles, sauf lorsqu'ils se substituent aux débats essentiels et qu'ils monopolisent l'attention des dirigeants eux-mêmes, des médias et finalement des citoyens. La croissance économique stable et permanente, c'est terminé. Il est donc **inutile de discuter** des meilleures options pour la retrouver.

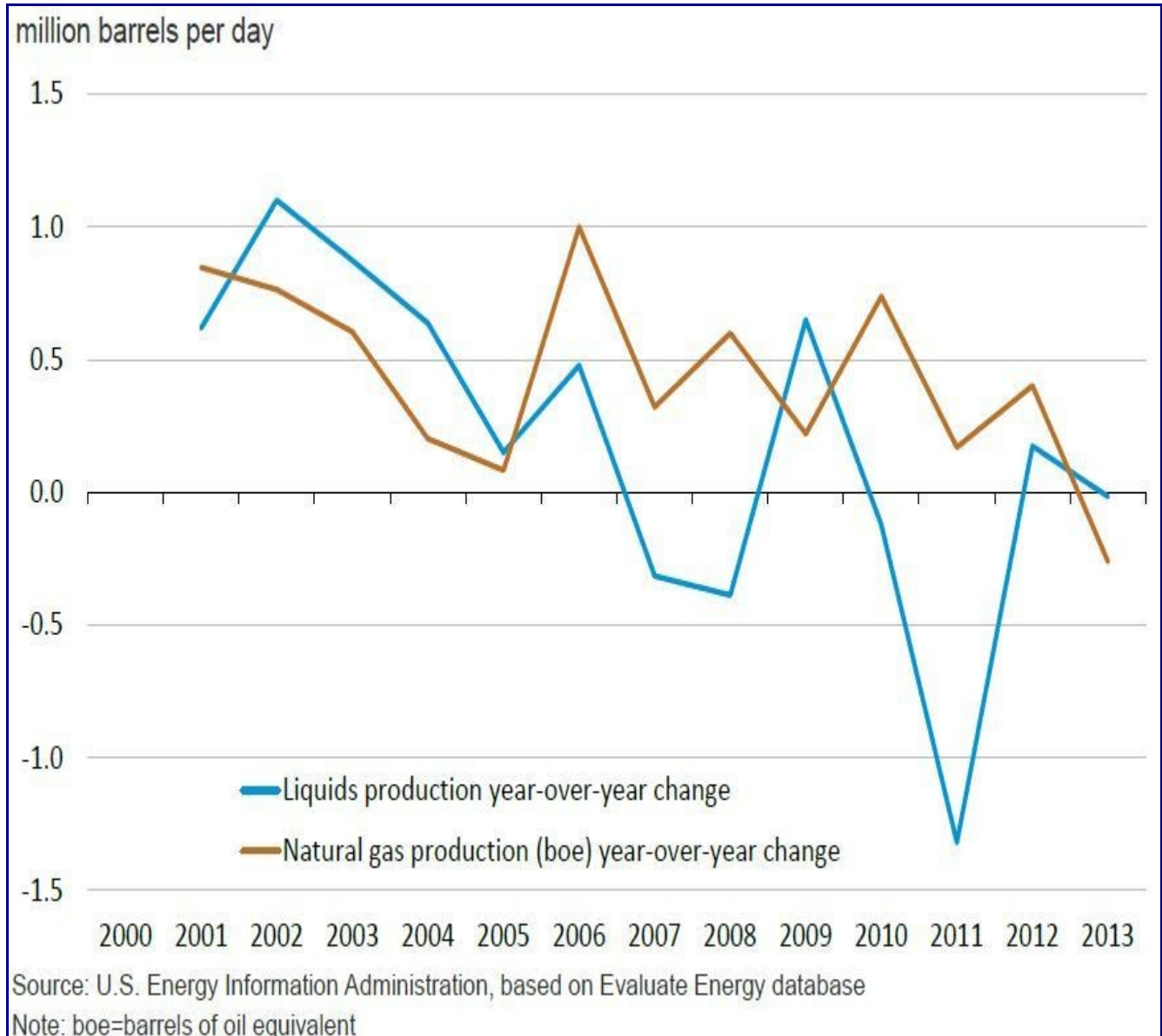


Baisse constante de la croissance économique. Chiffres INSEE

Bien sûr, le pic pétrolier n'y est pas pour rien et la physique fait son travail, comme prévu. En 2012, la facture énergétique de la France s'élève à 70 milliards d'euros (plus que le budget de l'Education Nationale). Les compagnies pétrolières en sont a priori les premiers bénéficiaires, mais les choses ne sont pas si simples. A cause des difficultés d'exploration et d'exploitation, les dépenses du secteur sont supérieures aux recettes depuis 2007 (650 Milliards de dépenses pour 400 milliards de recettes en 2013). [Les compagnies s'endettent](#) comme jamais pour tenter de maintenir un niveau de production en hausse ... mais elles n'y parviennent plus.

Les productions cumulées de pétrole et de gaz de l'ensemble des compagnies

pétrolières privées (Exxon, Total, Shell, etc.) ont décliné conjointement pour la première fois en 2013, malgré la hausse colossale des investissements. L'énergie facile et bon marché, c'est terminé, n'en déplaise à M. Rifkin qui rêve encore à l'énergie gratuite...



**Premier déclin simultané des productions de liquides et de gaz en 2013. Source EIA**

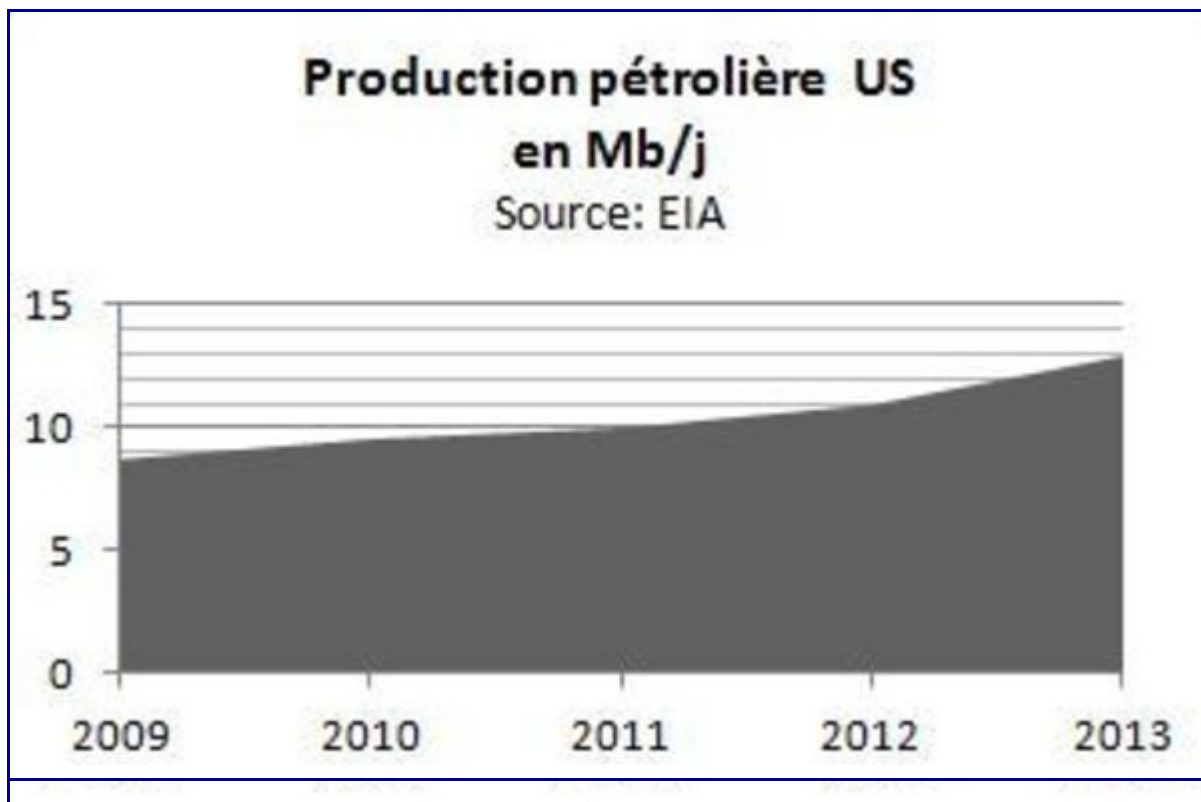
Conscients du problème posé par le prix et la disponibilité de l'énergie, certains s'empressent de répondre que désormais, la donne a changé avec les **gaz et pétrole de schiste américains** (que nos dirigeants du vieux continent semblent lorgner avec envie). Ce serait donc un formidable moteur de croissance qui serait disponible là, juste sous nos pieds, et chacun sait bien que la croissance est le remède à tous nos maux.

Entre 2009 et 2013, la production pétrolière a bondi de 50% au pays de l'oncle Sam. Un vrai coup de force qui a surpris tout le monde, au point de mettre hors d'état de nuire (en apparence bien sûr) les tenants du pic pétrolier et autres oiseaux de mauvais augure !

*Je rappelle au passage que les Etats-Unis consomment 19 Mb/j de produits pétroliers et que la production atteint aujourd'hui 13 Mb/j. Contrairement aux idées reçues, l'indépendance pétrolière des Etats-Unis reste un mythe !*

Au-delà de la victoire spéculative et médiatique, la société américaine se porte-t-elle mieux depuis cette "révolution" ?

Sur la même période 2009-2013, le nombre de ménages bénéficiant du programme de tickets alimentaires a également progressé de 50%, la même progression que la production de pétrole ! [Un ménage sur cinq](#) à besoin d'une assistance alimentaire aux Etats-Unis et le taux de chômage réel ne diminue pas. Une [manipulation des chiffres](#) permet de prétendre le contraire grâce aux millions de travailleurs "découragés" qui cessent de chercher un emploi et sortent de la catégorie "population active". Et de l'autre côté, toujours sur la même période, le nombre de ménages millionnaires a progressé de 25%...



Evolution de la production pétrolière, du nombre de ménages millionnaires et du nombre de ménage en détresse alimentaire aux Etats Unis



Non seulement cette révolution n'est que de **court terme**, car on sait que le déclin interviendra avant 2020, mais en plus elle ne profite pas à tout le monde, loin de là.

Alors, écouter ces personnalités politiques se chamailler sur la bonne méthode de relance, c'est comme écouter la Haute Autorité de Santé débattre sur le meilleur choix entre Doliprane et Efferalgan pour soigner une hémorragie: rien à voir ! **Le vrai problème** n'est pas **l'absence de croissance**, c'est de **tout miser sur elle** alors que nous n'en avons plus ; je dirais même "...plus besoin" en ce qui concerne nos pays modernes.

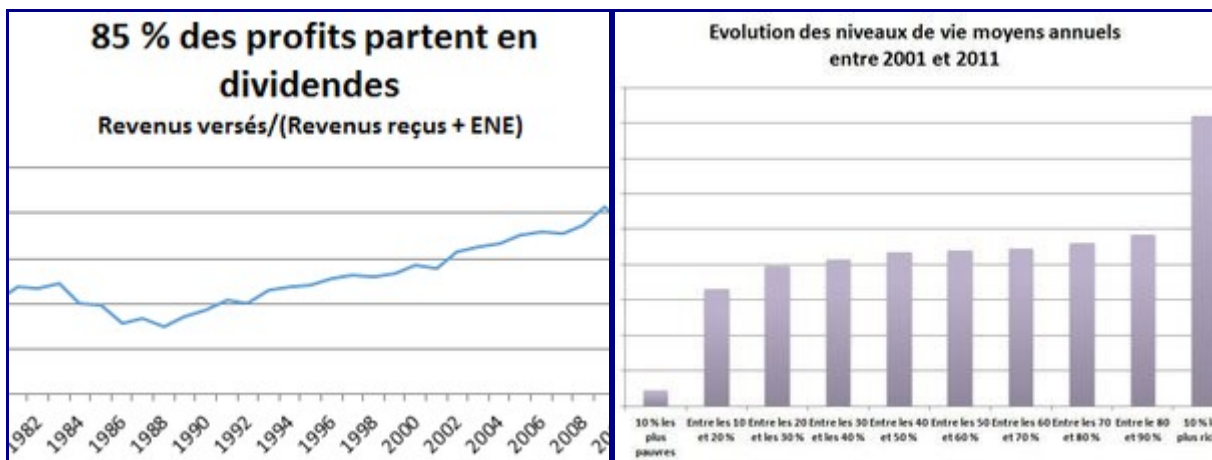
L'opposition de droite (*qui n'en est pas une*) n'a rien d'autre à proposer et n'est pas plus lucide sur la situation. Elle se dit qu'après un tel marasme offert par la gauche (*qui n'en est pas une*), elle devrait réussir à gratter les fonds de tiroirs au prochain vote sanction, en proposant un vrai changement, *oui, oui, c'est promis !*

Et nous entendons inlassablement le même refrain:

**compétitivité des entreprises - relance de l'économie - croissance**

Et nous constaterons inlassablement le même résultat:

*Augmentation des dividendes - Augmentation des inégalités*



Hausse de la rémunérations des actionnaires et des inégalités. Source C.Chavagneux /observatoire des inégalités

Nos dirigeants continuent de vouloir **relancer la croissance** sans tenir compte des raisons qui conduisent au déclin. Quand bien même ils y parviendraient, nous savons désormais qu'elle ne profiterait pas au plus grand nombre.

Alors, le régime actuel est-il adapté aux enjeux ? Les gouvernants sont-ils simplement **capables** d'envisager un avenir souhaitable, soutenable et pour le bien du plus grand nombre ? Rien n'est moins sûr, car au rêve d'humanisme d'une population en mal de projet et d'avenir, ils promettent seulement du PIB qui ne viendra plus.

## **Deepwater Marée Noire: BP accusée de Négligence Grave**

Laurent Horvath 2000watts.org Vendredi, 05 Septembre 2014



Rappelez-vous Deepwater Horizon dans le Golfe du Mexique, mars 2010. Quatre ans plus tard, un juge américain vient de juger que BP s'est rendu coupable de «négligence grave» en provoquant la plus grosse marée noire de l'histoire américaine.

BP pourrait payer une amende maximale de 18 milliards \$. La somme a déjà été provisionnée par le géant anglais.

Cette décision est la conclusion de la première phase d'un procès qui a débuté en février 2013 à La Nouvelle-Orléans pour déterminer la responsabilité de BP dans la marée noire. Selon le jugement, la catastrophe écologique était le résultat « d'une faute délibérée » de BP.

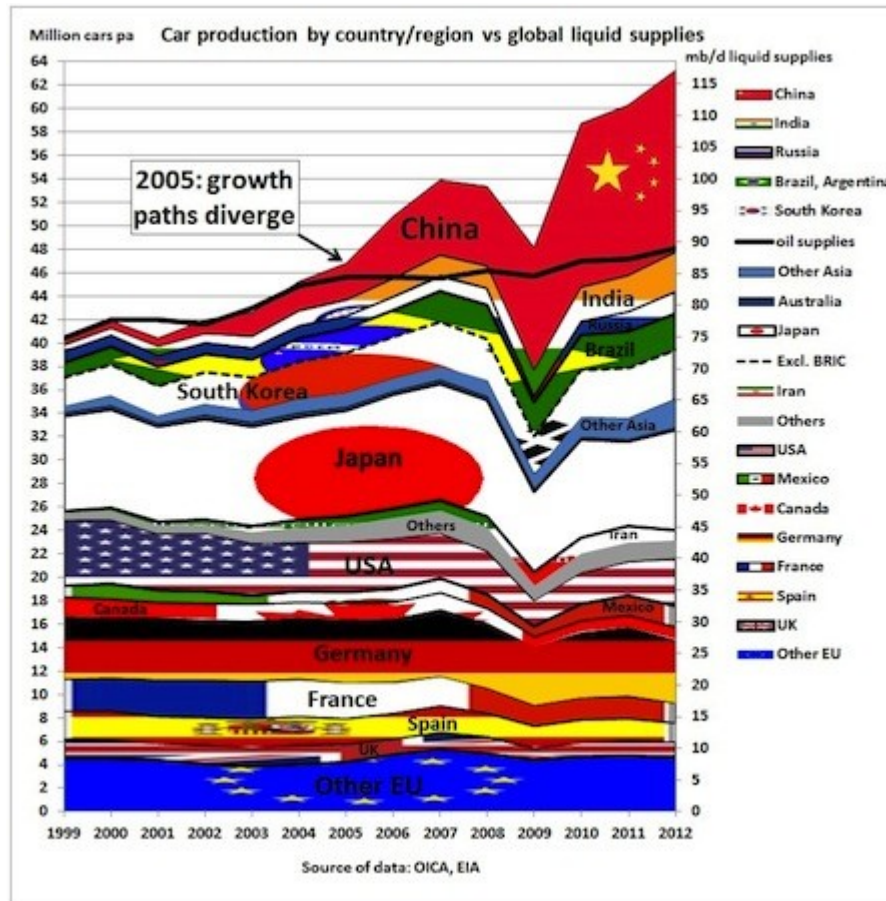
BP est responsable à 67 %, Transocean à 30 % et Halliburton à 3 %, selon le juge. La conduite du groupe a en effet été « imprudente », celle du groupe de forage Transocean « négligente », comme celle du constructeur du coffrage du puits Halliburton, a-t-il estimé.

Le géant pétrolier britannique BP a vivement contesté la décision. Son action a dégringolé de près de 6 % en clôture à la Bourse de Londres, après cette décision de justice.

[Quel producteur de pétrole privé voudra-t-il maintenant forer en mer profonde (et il ne reste que ce pétrole là) sachant tous les risques financiers, géologique et légaux que cela comporte?]

# Le monde produit plus d'automobiles que de pétrole pour les faire rouler

Camille Martin (Reporterre) lundi 3 juin 2013



Plus de voitures produites que de pétrole : pour l'instant, cela passe, parce que, dans les pays du sud, elles roulent relativement peu. Mais la crise d'approvisionnement est programmée.

► Traduction de l'article « World car production grows 3 times faster than global oil supplies » par Matt Mushalik, paru dans [Crude oil peak](#)

Durant les dix dernières années, la production mondiale d'automobiles est passée de 41 millions d'unités à 63 en 2012, soit une augmentation de 52 %. Presque deux tiers de cette augmentation est le fait de la Chine. Mais durant la même période, les combustibles liquides n'ont vu leur production s'élever que de 16 % : il y a un décalage évident.

[Les statistiques sont ici](#)

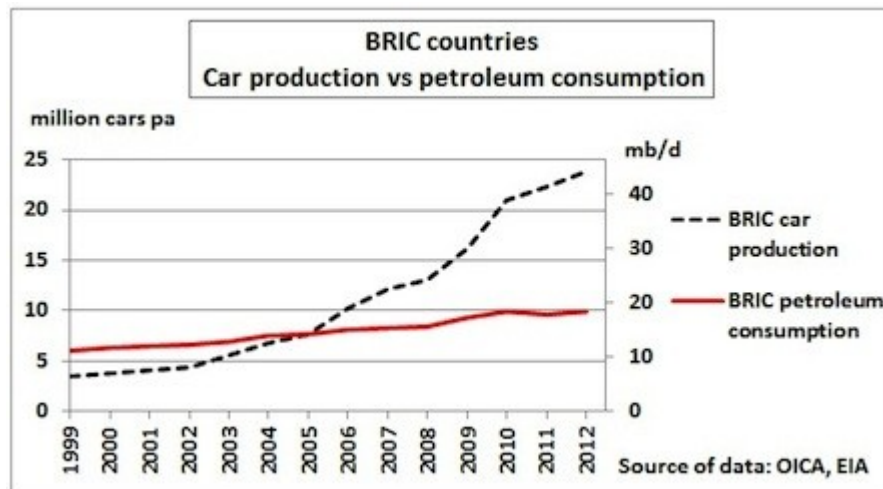


Sur le graphique, on constate qu'en 2005, la production automobile mondiale a commencé à croître plus vite que les combustibles disponibles.

Incidentement, cette date correspond au début du pic de pétrole. La crise financière de 2007-2008, induite par la coïncidence de prix du pétrole élevés et de la dette accumulée, a interrompu la croissance, mais pas dans les pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du sud).

Comment expliquer ce fossé entre la production d'automobiles et celle de pétrole ?

Dans les pays du BRICS, le nombre de voitures produites était avant 2005 inférieure au volume de consommation de pétrole de ces pays. Cela a changé après 2005.



La situation est supportable parce que les voitures des BRICS roulent moins que dans les pays du nord, et consomment moins. Mais si cela changeait, cela conduirait à un fossé de production de pétrole de plus de 25 millions de barils par jour, soit un quart de la production mondiale de ce liquide... Le conflit est programmé.

## Quand le président de Total joue l'imbécile au café du Commerce

Myriam (Reporterre) lundi 14 avril 2014

Quand *Libération* donne la parole à M. de Margerie, ça donne une opération de com' d'une heure et demie, sans débat ni contradicteur, où le PDG de Total livre avec émotion ses espérances pour l'avenir : « *Ce que je souhaite pour 2030, c'est que les gens se parlent sans rentrer dans les vieux*

*antagonismes.* » C'est beau comme un puits de forage.



Je tiens à préciser que je n'ai rien contre le journal *Libération*. Il m'arrive même de l'acheter et de le lire... Mais ce que j'ai vu du « *Forum* » *Libération* [qui s'est tenu à Rennes](#) ce week-end était tout simplement écoeurant.

Le thème : 2030. Les invités ce samedi matin 12 avril : Christophe de Margerie, PDG de Total, Pascal Lamy, ex-secrétaire général de l'OMC, et Navi Radjou, optimiste par nature (je ne lui ai pas trouvé d'autre fonction officielle que celle-ci).

De Forum, il ne fut point. Juste un exercice de séduction de Christophe de Margerie pendant 1h30 (c'est long).

Introduction de C de Margerie : « *Ce que je souhaite pour 2030, c'est que les gens se parlent sans rentrer dans les vieux antagonismes.* »

La gouvernance mondiale ? Les Etats et la classe politique ont fait leur temps. Place aux citoyens et aux entreprises car « *c'est elles qui créent l'emploi et fabriquent l'innovation dont le monde a besoin* ».

Le dérèglement climatique ? Il a fallu que quelqu'un dans l'assistance, moi, pose la question car la journaliste modératrice du « *débat* » n'avait pas jugé utile d'évoquer le sujet. J'ai pourtant lu sur un media très sérieux que Total était le plus gros émetteur de CO2 en France, et de loin, avec 398 millions de tonnes rejetées en 2010 par les barils extraits au large des côtes du monde entier ([article de Jade Lindgaard et Arthur Pivin](#)).

Réponse de Christophe de Margerie : « *En France, ce sont les raffineries qui émettent du CO2, mais quand j'ai voulu en fermer une en France, la France entière s'est mise en grève. Êtes-vous venue me soutenir pour fermer cette raffinerie ?* »

Pourtant, la question ne portait pas sur le raffinage sur le territoire national mais bien sur l'extraction mondiale. Les experts du climat affirment que si les grands producteurs pompent toutes les réserves de pétrole connues ou en cours de découvertes, nous serons bien au-delà de 2° C espérés d'augmentation de la température moyenne mondiale.

La transition énergétique ? Petit sourire narquois pour expliquer que Total avait acheté une exploitation photovoltaïque en Californie. « *Mais c'est moche. Je ne voudrais pas de cela dans 'ma' Normandie. D'ailleurs il n'y a pas beaucoup de soleil en Normandie !* »

S'en suit une diatribe pour dire que l'économie française était déjà largement « *décarbonée* » et que c'est dans les pays émergents que la transition doit avoir lieu. « *Et nous, Total, on les aide à produire proprement* ». Sans plus de précision sur l'aide.

La journaliste de *Libé* ne semblait pas disposée à demander des éclaircissements. Et puis, rien ne remplacera un réacteur nucléaire, pas même l'exploitation photovoltaïque de Californie. « *Il faut garder ce qui marche* ».

Pour finir, les cinq questions posées par l'assistance n'ont donné lieu à aucun débat, le micro étant sur le champ retiré à celui ou à celle qui avait la chance de l'attraper.

Tiens, la journaliste prend la parole ! « *On a pu finir sur une note d'optimisme, on a bien fait de ne pas faire la grasse matinée ce matin* ».

L'optimisme de circonstance était le suivant :

Navi Radjou : « *Je viens souvent en France car il y a beaucoup d'innovation en terme d'économie de partage, d'économie circulaire et d'économie du système D.* »

Christophe de Margerie : « *La France est très attendue dans le monde. Je reviens de Mexico et je peux vous dire que là-bas, ils ne savent pas que nous sommes dans un profond pessimisme. Alors allez travailler à l'étranger, bougez, vous verrez ! Mais j'aime aussi Rennes, et je vais l'aimer encore plus car ma fille va s'y installer. Mais pas sous le nom de Margerie, heureusement*

*pour elle* » (regard à la personne, moi, qui a évoqué les 398 millions de tonnes de CO2 en 2010).

Ouf, on a quand même pu finir sur de l'optimisme. Et puis, comme espéré pour 2030, « *les gens se parlent sans rentrer dans les vieux antagonismes* ».

## **La déflation va-t-elle déchaîner la Grande Apocalypse Financière ?**

4 septembre 2014 | [Simone Wapler | http://quotidienne-agera.fr/2014/09/04/deflation-or-argent-dettes/](http://quotidienne-agera.fr/2014/09/04/deflation-or-argent-dettes/)

Cher investisseur,

Déflation : vous ne lisez et n'entendez plus que ce mot là. L'Europe et la France rentreraient bientôt en déflation. La désinformation ambiante veut que ce soit horriblement dangereux. C'est exact, mais pas pour vous.

La déflation est une baisse des prix généralisée.

La déflation punit ceux qui sont mal endettés ET dont les revenus baissent, c'est-à-dire ceux qui sont soit surendettés, soit endettés sans bon espoir de retour sur investissement.

La déflation récompense ceux qui sont bien endettés [NDLR : immobilier qui se vendra facilement, endettement pour investissement...] en allégeant le poids de leurs intérêts (puisque par ailleurs ils ont moins de dépenses).

La déflation punit les Etats car ils voient leurs rentrées de TVA diminuer alors que la charge de leur dette ne bouge pas.

La déflation est une excellente chose pour ceux qui consomment et dont les revenus sont stables ou progressent. Ceux qui sont bien endettés sont alors tentés de rembourser par anticipation leurs prêts, ne laissant aux banques que leurs mauvais crédits.

### **La déflation, état de nature du capitalisme**

Le capitalisme est naturellement déflationniste puisqu'il vise à produire plus et mieux avec le minimum de ressources.

Le XIXe siècle a connu une période d'expansion économique avec de la déflation. La déflation généralisée est en général la correction naturelle d'une expansion trop forte de crédit. Le mal-investissement s'efface par la faillite, les prêteurs imprudents prennent leurs pertes et l'économie est ainsi

"nettoyée". C'est en principe un processus de courte durée.

Mais l'organisation économique actuelle n'est plus du capitalisme traditionnel. Aujourd'hui, le capital n'est rien. Les banques commerciales le créent à volonté (elles créent 20 euros à 30 euros avec seulement 1 euro de fonds propres) et le système financier ne peut tenir que si le crédit reste en expansion permanente. Le système financier vit non pas de capital mais d'une rente permanente et perpétuelle. Or la déflation menace cette rente.

C'est pourquoi ce qui est bon pour vous ne l'est pas pour le système, et que vos intérêts divergent ? [Et c'est aussi pourquoi il vous faut de l'or.](#)

### **Les taux d'intérêt négatifs, symbole d'un système malade**

Pour vous montrer à quel point le système actuel marche sur la tête, je voudrais m'étendre sur les "taux d'intérêt négatifs". Rien que cette formule bizarre vous montre que nous ne vivons plus du tout dans un vrai système capitaliste.

Des investisseurs institutionnels sont prêts à payer pour mettre leur argent (leur capital) dans un endroit sûr. Ils estiment qu'une promesse d'un Etat surendetté de rembourser est un endroit plus sûr qu'une banque et ils sont pour cela prêts à payer un petit "droit de garde".

C'est donc bien que ces investisseurs professionnels estiment que les banques ne sont pas actuellement un endroit sûr et que quelque chose ne va pas dans le système bancaire.

### **Haro sur le *cash***

Vous n'êtes pas un investisseur institutionnel, mais cela équivaldrait pour vous à louer un coffre pour y mettre votre argent en *cash*, en liasse de billets. Evidemment, ce serait désastreux pour les banques donc pour vous en dissuader, les restrictions sur les paiements en *cash* se renforcent. Si la limite est toujours en France de 3 000 euros chez les commerçants il est désormais interdit de payer impôts, taxes et loyers en espèces au delà de 300 euros.

Si votre *cash* repose gentiment sur votre compte bancaire, la mise en place rapide d'une taxe sur les dépôts sera bien plus fructueuse. Je vous rappelle que le 13 juillet, l'Espagne a décrété une telle taxe de 0,03% avec effet rétroactif au 1er janvier 2014.

Plutôt que des billets de banques (dont on ne sait s'ils seront toujours valables ou acceptés), l'autre solution est l'or ou l'argent.



La désinformation ambiante sur les dangers de la déflation ne doit pas vous dissuader de détenir de l'or ou de l'argent, bien au contraire.

## Quand entrer sur les marchés boursiers... et quand en sortir

05 sept 2014 | [Bill Bonner](http://la-chronique-agera.com/entrer-marches-boursiers-sortir/) | <http://la-chronique-agera.com/entrer-marches-boursiers-sortir/>

▪ Nous explorons en ce moment un sujet difficile : les limites de la connaissance... et comment investir intelligemment dans un monde d'ignorance.

Lorsqu'un nouveau programme gouvernemental est annoncé, on ne peut jamais savoir quelles en seront les conséquences, visibles et invisibles. Des programmes similaires ont peut-être échoué 100 fois auparavant, mais cette fois-ci pourrait être différente.

De même, dans le monde de l'investissement, on ne sait jamais ce qui va se passer... ou pourquoi ça arrive. Il faut quand même hasarder quelques suppositions. Parfois justes. Parfois fausses. Et, si l'on est intelligent, toujours avec une bonne dose de doutes.

Certaines choses, cependant, sont plus probables que d'autres. Si vous aviez mis votre argent dans l'immobilier américain en 2007 parce que "l'immobilier ne baisse jamais", vous étiez en train de parier sur une chose qui aurait pu être vraie. Mais elle aurait aussi pu ne pas l'être. On risquait de perdre de l'argent une fois la vérité connue.

Aujourd'hui, si quelqu'un vous dit que "l'immobilier ne baisse jamais", on vous conseille de parier contre — parce que l'expérience récente nous dit que cette hypothèse est absolument fausse.

### ▪ **Normal, anormal**

Historiquement, les marchés font des allers-retours, contenus dans un canal "normal". Les actions, par exemple, s'échangent généralement entre 10 et 20 fois les bénéfices. A l'occasion, elles sont plus chères. Parfois, elles le sont moins. Lorsqu'elles sont à plus de 20 fois les bénéfices, les acheteurs ont généralement une hypothèse justifiant ce cours élevé. "Cette fois-ci, c'est différent", commence la phrase, suivie de "parce que..." On ne peut jamais savoir si cette hypothèse est vraie. On peut savoir, par expérience, si des hypothèses similaires se sont révélées fausses. Mais on ne peut être certain

que celle-ci aussi sera infirmée.

Cependant, à mesure que les cours grimpent, le profit potentiel lié à un pari *contre* la nouvelle hypothèse "extraordinaire" augmente lui aussi. Nous ne savons pas à partir de quel seuil une position à découvert représente un bon rapport qualité/prix, mais ça doit exister. A vue de nez, en chiffres ronds, sur les marchés boursiers, nous dirions qu'il se situe à 20 fois les bénéfices. Chaque fois que le PER du marché dépasse les 20, il vaudrait probablement mieux sortir.

Le même phénomène se produit à la baisse. A un moment donné, les investisseurs pensent que c'est la fin du monde... ou simplement "La Fin des Actions" — comme le formulait le célèbre titre de *BusinessWeek* en août 1982, au tout début du marché haussier le plus important de l'histoire. Ils vendent alors les valeurs pour des prix cassés, en se basant sur une hypothèse qui n'est prouvée. La plupart du temps, la fin du monde n'a pas lieu et les actions remontent. A nouveau, nous ne pouvons pas savoir à quel niveau il devient profitable de parier contre l'hypothèse de "fin du monde". Mais nous allons nous en tenir à nos chiffres ronds et dire 10 fois les bénéfices.

Surveillez ces deux niveaux, pour vos investissements !

## [La BCE ou le pouvoir de l'imagination](#)

5 septembre 2014 | [Cécile Chevré](#) |

Hier, Mario Draghi a frappé un grand coup, du moins dans les esprits. Les marchés espéraient bien une réaction de la BCE aux risques – réels ou imaginaires – de déflation dans la Zone euro alors que l'inflation a encore reculé en août dernier à 0,3% contre 0,4% en juillet et 1,4% il y a un an.

Aux risques de déflation, il faut ajouter la batterie bien connue de problèmes européens : des banques fragilisées et qui vont devoir renforcer leurs fonds propres, un système d'attribution des crédits gelé, des économies frôlant avec la récession, un taux de chômage inquiétant, etc.

Pour certains commentateurs, les maux de la Zone euro ont un seul et unique responsable, la BCE qui s'est jusqu'à présent plus ou moins refusée à pratiquer l'assouplissement monétaire – tout en cédant régulièrement aux sirènes des mesures non conventionnelles (je pense tout particulièrement aux 3 LTRO qui ont permis de refinancer à long terme les banques européennes).

Et les marchés d'attendre avec impatience les nouvelles mesures de la BCE.

### **Comment faire du 0% sans le dire**

Eh bien, ils n'ont pas été déçus. Première décision de Draghi, la baisse du taux directeur de la BCE de 0,15% à 0,05%, soit le plus faible taux directeur jamais enregistré en Europe.

La décision de la BCE a eu d'immédiates conséquences sur les marchés. L'euro a plongé, passant à 1,2960 face au dollar. Un véritable massacre... qui a fait chuter la monnaie à un plus bas de 13 mois.

Les Bourses ont apprécié la nouvelle. Le CAC 40 (+1,6%) et les principaux indices européens saluaient la nouvelle en s'offrant une rapide poussée haussière. L'indice parisien débordait de nouveau les 4 500 points, sous lesquels il était bloqué depuis plusieurs semaines.

### **La BCE vous rachète tout...**

Seconde décision annoncée par Mario Draghi, je cite, le rachat d'"un large portefeuille de titres adossés à des titres de créances (ABS)". Ce que cela veut dire ? Que la BCE va débarrasser les banques de tout ce qui peut encombrer leur bilan et en échange leur donner des liquidités qu'elles pourront... hum... attendez, nous allons revenir sur la question dans quelques instants.

Mais avant, je ne résiste pas à partager avec vous cette ironique analyse de mon collègue Gilles Leclerc publiée sur le site de [la Bourse au Quotidien](#) :

*"La BCE passera chez vous dimanche prochain en fin de matinée pour vous proposer du cash en échange de n'importe quel collatéral : épluchure de légumes, trognons de pommes, piles vides, ampoules cramées, chaussures trop petites, cravates tachées pour Messieurs, collants filés pour Mesdames, les vieux jouets du petit, cendriers pleins, éventuellement la grand-mère (au cas par cas), etc.*

*La valorisation finale des biens se fera sur place et en directe, mais les supercalculateurs de la BCE permettent déjà d'envisager des fourchettes de prix de l'ordre de... 1 million à 1 milliard d'euros par 100g de collatéral récolté".*

Cela vous donne une bonne idée de ce que signifie la décision de la BCE...

### **Draghi est-il efficace ?**

Arrivé à ce point de votre lecture, j'imagine, cher lecteur, que vous êtes tenaillé par la question suivante : Mario va-t-il réussir à changer la donne en Europe avec ce nouveau convoi de mesures ?

Alors, là, je n'y mettrai pas une main à couper. Ni même une phalange...

Les nouvelles mesures de la BCE ne devraient avoir que peu de conséquences à long terme sur l'économie européenne. Si Mario Draghi espère ainsi inciter les banques à accorder plus de prêts – aussi bien aux entreprises qu'aux particuliers –, je crains qu'il se fourvoie.

L'histoire récente (post-crise de 2007) est émaillée de tentative de la BCE pour inciter les banques à faire leur travail (à savoir prêter) mais celles-ci ont la tête dure. Avec l'argent prêté – à presque zéro maintenant – elles ont préféré soit acheter des obligations souveraines de la Zone euro, avec une préférence marquée pour les dettes des pays du Sud qui offrent un plus fort rendement mais sont aussi très risquées, soit prêter... à la BCE. Retour à l'envoyeur, avec une marge confortable au passage.

Si conséquence il y a, elle sera donc observable sur le marché obligataire. Les investisseurs institutionnels – dont les banques – vont continuer à se ruer sur les dettes souveraines européennes. L'Espagne est récemment parvenue à placer des obligations à 50 ans au taux incroyablement bas de 4%. Dans [\*La Chronique Agora\*](#), Dan Denning ne s'en remettait d'ailleurs pas :

*Le gouvernement espagnol a vendu en une nuit des obligations sur 50 ans pour une valeur d'un milliard d'euros au rendement susmentionné de 4%. Il y a quelques années, l'obligation espagnole sur 10 ans rapportait 7,5%. En comparaison, les obligations australiennes, qui bénéficient encore d'une note AAA, ne rapportent pourtant que 3,3%. A en juger par la convergence, l'Espagne n'est pas plus risquée que l'Australie.*

*Voilà comment on résout une crise de la dette souveraine, braves gens ! On la refinance par report au-delà la tombe de la moitié de la population en vie. Puis on laisse quelqu'un d'autre s'en occuper.*

Les obligations françaises vont elles-aussi profiter de cet engouement. La dernière émission obligataire hexagonale a vu des OAT se placer au taux de 1,32% contre 1,77% il y a seulement deux mois de cela.

Dans un monde dans lequel les taux d'emprunt sont à zéro, les investisseurs vont aller chercher le rendement là où il se trouve, dans les obligations souveraines... et même si les Bund allemands offrent des rendements inférieurs à 1% et les OAT françaises sous les 1,5%.

**[18% de performance moyenne annuelle, et ce sur les 20 dernières années, cela vous tente ?** Et sans mettre en portefeuille des obligations souveraines ou d'autres placements à risque... C'est la proposition que vous fait Simone Wapler dans le dernier numéro de *[L'Investisseur Or & Matières](#)* grâce à une holding reposant sur des actifs tangibles. [A découvrir sans plus attendre...](#)]

**Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?**

Si les Etats empruntent moins chers, c'est une bonne nouvelle, n'est-ce pas ?

Oui, tout autant que fournir de la drogue illimitée à un accro. Ce n'incite pas vraiment à la modération...

Mais vous pouvez ne pas vous sentir vraiment concerné par le comportement de cigale de nos Etats. Après tout, ils sont tous tellement endettés que la faillite n'est plus vraiment envisageable (je reviendrai sur cette idée d'équilibre par la faillite dans une prochaine *Quotidienne*).

Reste que les banques sont les premières acheteuses d'obligations souveraines. Et que c'est cet appétit immodéré pour la dette des Etats qui est à l'origine de la crise de l'euro et surtout des menaces qui pèsent sur les banques européennes. Une banque qui a acheté à tout de bras de la dette grecque, espagnole, portugaise, etc. est une banque qui a un moment ou à un autre va passer un sale quart d'heure. D'où nos moult avertissements sur la nécessité de vous débancariser (du moins en partie).

## **« L'Europe dans le coma économique. La BCE tente la réanimation !... »**

Charles Sannat 5 septembre 2014

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

L'information économique du jour c'est bien évidemment les décisions de politique monétaire que vient d'annoncer Mario Draghi, le gouverneur de la Banque centrale européenne (la BCE), et ses anticipations plus que



mauvaises concernant la santé économique de la zone euro dont il est en charge.

Retour en arrière : Draghi à Jackson Hole à la grand-messe des banquiers centraux

Tous les ans, tous les grands argentiers de la planète se réunissent là-bas, préparent leur petite tambouille internationale ensemble et disent publiquement un certain nombre de choses afin de préparer le terrain. Ce fut particulièrement le cas cette année avec Mario Draghi qui avait fait passer le message que la politique monétaire ne pouvait pas tout et que les politiques d'austérité exigées par Bruxelles et l'Allemagne en tête ne favorisaient franchement pas la croissance, ce qui est un euphémisme.

Nous en arrivons à ce que j'ai toujours dit, écrit et tenté de démontrer.

### **La mort par la fuite en avant et la création monétaire, ou la mort par l'insolvabilité liée à l'austérité et à la récession !**

Le problème depuis le début de la crise des subprimes en 2007 est toujours le même, rien n'a changé, rien n'a été fondamentalement réglé. Nous avons acheté et gagné du temps à crédit et à force de déficits publics toujours plus importants mais aucune réforme de fond n'a réellement eu lieu. Aucune action corrigeant les causes profondes expliquant la crise n'a été menée.

Alors au bout de 7 années, nous venons de boucler la boucle. La croissance américaine, malgré des injections monétaires plus que massives, est particulièrement décevante. Il n'y a jamais eu vraiment de « reprise ». Certes la situation économique est « moins pire » qu'avant et la chute a été enrayée mais rien n'est reparti comme avant.

En Europe, c'est encore pire. L'Allemagne a bloqué consciencieusement toute relance importante par l'utilisation de la planche à billets, tout en exigeant de ses partenaires des politiques économiques d'austérité à un moment où, au contraire, l'économie pour ne pas se contracter avait besoin de plus de dépenses publiques.

Le problème c'est que les pays européens, la France en tête, sont surendettés et que plus de dépenses publiques pourquoi pas, mais encore faut-il pouvoir les financer.

Bref, nous sommes dans une impasse. Aux USA, on parle d'augmenter les

taux d'intérêt ce qui entraînerait des tensions sur les taux européens... mais personne, aucun acteur économique ne pourrait supporter un monde où l'argent, à défaut d'être cher, serait simplement un peu plus cher !

Alors Mario Draghi annonce une baisse historique des taux en Europe, ce sera désormais du 0,05 %, autant dire que l'on est à zéro et que l'argent, désormais, est gratuit. C'est « open bar » ou presque et pourtant, l'argent gratuit ne réglera rien car les causes sont très profondes et Mario Draghi non seulement le sait mais en plus l'a dit en expliquant que la « politique monétaire ne peut pas tout » !!

Le gouverneur de la BCE ira au bout du bout de tout ce qu'il pourra faire. Il rachètera des actifs, déléstera les banques européennes de tous leurs actifs plus ou moins moisis, à commencer par des créances immobilières qui s'accumulent et qui pourraient être mauvaises dans les années qui viennent notamment si les bulles immobilières françaises ou anglaises explosaient, sans oublier l'Allemagne où les prix de l'immobilier, qui étaient bas, montent de plus en plus rapidement en raison de taux d'emprunt devenus dérisoires.

### **Il n'y a aucune bonne solution !!**

Et c'est ce constat qui est le plus terrible car il est sans espoir. En réalité, il n'y a plus d'espoir. La raison est assez simple. Cette crise c'est une crise de système, une crise de mutation et il faudra que le système ancien s'effondre pour qu'un nouveau puisse prendre sa place. Le concept d'atterrissage en douceur lorsqu'il n'y a plus de commandes de vol, que les moteurs sont en feu et que l'on traverse une zone de turbulences est illusoire.

Il faudra changer totalement de cadre économique, modifier radicalement la mondialisation, refaire la gouvernance européenne, refondre les traités, redonner de la souveraineté. Bref, pour réussir il faudrait tout simplement, ensemble, avec tous les pays du monde, imaginer une démondialisation commune, un nouveau système monétaire international consensuel, il faudrait s'interroger sur le sens des délocalisations, ou de la robotisation, savoir comment dans un monde sans travail nous allons pouvoir durablement avoir de la croissance sans consommateurs solvables puisque la répartition de la richesse passe par le travail. Il faudrait pouvoir définir et partager une vision commune, une vision novatrice.

Par essence et par nature, ceci est parfaitement impossible puisque les

désaccords, les intérêts divergents et les guerres de pouvoirs empêchent toute solution globale.

Nous allons donc mourir, soit par l'hyperinflation liée à une création monétaire excessive, soit par une déflation liée à la récession en raison de l'austérité, soit un peu par les deux puisque à force de faire n'importe quoi, nous constatons un phénomène inédit dans l'économie à savoir la coexistence de deux éléments parfaitement contradictoires à savoir l'inflation et la déflation.

Nous avons réussi à mélanger l'eau à l'huile et ce n'est pas une bonne nouvelle.

Mario Draghi fera tout ce qu'il pourra. Il gagnera encore du temps. Mais croyez-moi, au bout du compte, quoi qu'il fasse, ce ne sera jamais assez pour que tout redevienne comme avant.

Nous sommes en train de voir finir le monde ancien.

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

### **Chine : déclin des exportations de vêtements**

Eh oui, même la Chine n'est plus assez compétitive et se sait déjà condamnée à perdre le secteur textile au profit de pays encore plus low cost comme le Bangladesh où les usines s'effondrent sur les ouvriers ou encore comme le Vietnam ou le Cambodge qui commencent juste à s'ouvrir réellement à l'économie de marché globalisée.

Au bout du compte, d'ici 10 ans, le prix des robots aura tellement baissé que l'on n'aura plus besoin d'exploiter les petits asiatiques pour nous habiller. Tout se fera tout seul ou presque. Il n'y aura plus de travail. Du coup, on se demande qui pourra acheter tous ces beaux vêtements qui se fabriqueront sans intervention humaine.

Charles SANNAT

URUMQI, 4 septembre (Xinhua) – Les exportations chinoises de vêtements ont fortement décliné cette année en raison de la faible demande et de la hausse des coûts, a-t-on appris des dernières données.

La valeur des exportations de vêtements a augmenté de 5,79 % en base

annuelle pour atteindre 100,23 milliards de dollars de janvier à juillet, contre une hausse de 7,71 % durant la même période l'année dernière, a-t-on appris des chiffres publiés jeudi lors d'un forum industriel.

Chen Dapeng, directeur adjoint de l'Association nationale des vêtements de Chine, a déclaré que la concurrence en provenance des pays voisins comme le Vietnam, le Cambodge et l'Indonésie avait fait baisser la demande pour les produits chinois, tandis que la hausse des coûts et la valeur de revente insuffisante les rendaient moins attractifs.

« Par ailleurs, la Chine reste très dépendante des marchés développés », a-t-il indiqué, qualifiant le ralentissement de « nouvelle norme » pour le secteur qui impose aux fabricants d'être plus innovants et de viser davantage les marchés émergents.

### **OCDE : la reprise de l'emploi de ses pays membres resterait faible en 2015**

Tiens, comme prévu et comme d'habitude, en début d'année les prévisions sont excellentes puis à la fin de l'année elles sont nettement moins bonnes mais promettent toujours d'être nettement meilleures... pour l'année d'après. Cela fait 7 années que cela dure sans que personne n'y attache d'importance.

Charles SANNAT

PARIS, 3 septembre (Xinhua) – Le taux de chômage restera encore au-dessus des niveaux d'avant la crise dans la plupart des pays membres et la reprise de l'emploi demeurerait faible en 2015, a-t-on appris mercredi d'un nouveau rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Le taux de chômage moyen des pays membres de l'organisation devrait diminuer légèrement au cours des 18 prochains mois, passant de 7,4 % au milieu de l'année 2014 à 7,1 % à la fin 2015, a précisé l'OCDE dans le rapport « L'édition 2014 des Perspectives de l'emploi ».

Actuellement, près de 45 millions de personnes sont sans emploi dans les pays de l'OCDE, soit 12,1 millions de plus qu'avant la crise, a précisé l'OCDE, ajoutant que l'on estime à 202 millions le nombre de chômeurs dans le monde, et les emplois faiblement rémunérés et précaires sont encore bien plus nombreux.

Les conséquences de la crise sur les salaires montrent que la progression des salaires réels est quasiment nulle depuis 2009 et que les salaires ont même reculé de 2 % à 5 % par an en moyenne dans certains pays, notamment en Espagne, en Grèce, en Irlande et au Portugal, selon la même source.

« Si les baisses de salaire ont aidé à limiter les pertes d'emploi et à restaurer la compétitivité des pays qui connaissaient des déficits importants avant la crise, de nouvelles réductions pourraient être contre-productives et ne stimuler ni les emplois ni la demande », a rappelé Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, à l'occasion de la présentation du nouveau rapport à Paris, soulignant que les gouvernements de tous les pays, y compris des grandes économies émergentes, « doivent s'employer en priorité à renforcer la croissance économique. »

« Pour y parvenir, le meilleur moyen consiste à mener des réformes structurelles en vue de favoriser la concurrence sur les marchés de produits et de services et, ainsi, d'accroître l'investissement, la productivité, l'emploi, les salaires et le bien-être », a-t-il indiqué.

## [Le sommet de l'OTAN s'ouvre au Pays de Galles sur des questions d'actualité](#)

Ce sommet de l'OTAN promet d'atteindre des sommets de mensonges et de manipulations avec, à la clef, le souhait clairement affiché de renforcer les sanctions militaires à l'égard de la Russie notamment en accélérant le processus d'une éventuelle adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, ce qui serait une provocation inadmissible pour les Russes et un quasi « casus-belli », sans oublier que ces dernières heures on évoque de plus en plus le déploiement de forces de l'OTAN directement en Ukraine pour venir appuyer une armée régulière ukrainienne en pleine déconfiture alors qu'il y a encore quelques jours Kiev diffusait des communiqués de victoire dignes de l'époque communiste et repris en boucle par les médias internationaux.

Ce sommet de l'OTAN est donc à suivre avec une attention toute particulière.

Charles SANNAT

NEWPORT (Royaume-Uni), 4 septembre (Xinhua) – L'OTAN a ouvert jeudi son 26e sommet à Newport, dans le sud-est du Pays de Galles (Royaume-Uni), qui réunit près de 60 dirigeants.



D'une durée de deux jours, l'événement, le premier du genre dans le pays depuis la rencontre des dirigeants de l'OTAN à Londres en 1990 sous l'égide de l'ancienne Première ministre Margaret Thatcher, est marqué par la présence des chefs d'État et de gouvernement des 28 États membres de l'organisation.

Le sommet a lieu dans un contexte de détérioration de la sécurité dans le monde et d'une augmentation de l'instabilité en Europe de l'Est, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

La crise ukrainienne, les missions de l'OTAN en Afghanistan, la montée de l'extrémisme et les conflits interconfessionnels au Moyen-Orient et en Afrique du Nord devraient être discutés en priorité au cours du sommet.

L'Alliance discutera également de menaces plus récentes telles que la cyber-sécurité, la défense anti-missiles et la guerre hybride.

Les sessions formelles du sommet s'ouvriront par une réunion sur l'Afghanistan, car l'OTAN achèvera sa mission de combat à la fin 2014 et réajustera son partenariat avec Kaboul.

De hauts représentants de l'ONU et de l'Union européenne participeront également à la rencontre, de même que des responsables des nations de la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) ainsi que ceux de l'Afghanistan et du Japon.

### [Où est passé l'or de l'Allemagne ?](#)



<https://www.youtube.com/watch?v=XDDguWv2KAE>

Plus d'un an après le début du rapatriement de l'or allemand, le feuilleton continue. Où sont passées les réserves stockées aux États-Unis ? Pourquoi

l'Allemagne a-t-elle renoncé au rapatriement de son or ?

Résumé des épisodes précédents : début 2013, l'Allemagne prévoyait de rapatrier son or, en partie stocké en France (!) et aux États-Unis (à la FED), afin de disposer de ses 3 996 tonnes sur son propre territoire d'ici 2020.

Il s'agissait là d'un signal fort pour le système monétaire international. On peut comprendre, en temps de crise (qui, nous vous le rappelons, est loin d'être finie), un tel principe de précaution. Il est sûr qu'en cas d'effondrement de l'euro, l'or constitue la meilleure couverture qui soit.

Léger « hic », les réserves des deux pays ont été auditées et l'or allemand entreposé à la FED s'est tout simplement volatilisé. Pourtant, les 1 500 tonnes d'or (d'une valeur d'environ 70 milliards de dollars) sont stockées dans le quartier haute sécurité de la FED, à 26 mètres sous terre, l'endroit « le plus sûr du monde ».

La version « officielle » de la FED est qu'elle refuse tout bonnement de restituer l'or à l'Allemagne ! La banque fédérale américaine n'a pour le moment accepté de rendre que 300 tonnes au pays d'ici 2020. Pour l'heure, seule une toute petite partie des réserves (34 tonnes) ont été rendues, et l'or restitué était neuf...

Un ex-manager de Goldman Sachs affirme même que l'Allemagne ne reverra jamais son or, alors que la FED n'avait pas l'autorisation de se servir de cet or.

Face à la pression des États-Unis, l'Allemagne a finalement renoncé au rapatriement de son or en juin 2014, estimant que « ses réserves sont en sécurité aux États-Unis ». Le deal conclu entre les deux pays étant de pouvoir, pour l'Allemagne, « réaliser des opérations d'échange en monnaies étrangères en cas d'urgence ».

Encore une preuve que face aux États-Unis et à l'hégémonie du dollar, nul État n'est souverain sur son or...

## **C'est le Pérou !!**

C'est le Pérou pour le Pérou qui devient la première destination pour les investissements chinois en Amérique latine avec en particulier le secteur de l'exploitation minière, ce qui est très logique puisque de nombreux pays d'Amérique latine débordent de matières premières et que la Chine, pour

faire tourner ses industries, en a un besoin presque illimité.

Reste à voir comment sur le moyen terme les Américains (des États-Unis) accepteront cette domination économique chinoise dans une zone qu'ils ont toujours considéré comme faisant partie intégrante de leur glacis d'influence.

Charles SANNAT

LIMA, 3 septembre (Xinhua) – Le Pérou est devenu la première destination pour les investissements chinois en Amérique latine, a déclaré mercredi le site d'informations péruvien RPP.

Au cours des 12 derniers mois, les investissements chinois au Pérou ont représenté environ 50 % du total des investissements étrangers dans la région, qui s'élève à 9,3 milliards de dollars, a déclaré RPP en citant les données de la Chambre de commerce Pérou-Chine (Capechi).

« Ces investissements, principalement dans l'agriculture, la manufacture et les services, ont été réalisés par plus de 120 entreprises au Pérou qui sont financées par des capitaux chinois », a déclaré le président de la Capechi José Tam.

« L'intérêt de la Chine pour notre marché est très élevé, et nous nous attendons à voir arriver de nouvelles entreprises chinoises », a-t-il ajouté.

Le premier forum d'affaires Chine-Pérou, organisée par la Capechi, aura lieu jeudi à Lima, a annoncé M. Tam.

Juan Carlos Capunay, nouvel ambassadeur du Pérou en Chine, a indiqué que la Chine était le premier investisseur étranger au Pérou dans le secteur déterminant de l'exploitation minière, avec des projets évalués à quelque 19 milliards de dollars, avant d'ajouter que le volume des échanges commerciaux entre les deux pays s'élevait à plus de 15 milliards de dollars.

## **[La France suspend la livraison de son premier porte-hélicoptères Mistral à la Russie](#)**

Sous la pression de nos alliés de l'OTAN au premier rang desquels nous trouvons nos grands « zamis les Zaméricains » et à quelques heures du sommet de l'OTAN, la France a décidé de renier un engagement commercial en « suspendant » la livraison du 1er navire de guerre Mistral dont nos clients russes devaient prendre possession dans les tous prochains jours.



On a beau se rassurer côté russe en expliquant que « suspension » ne veut pas dire « annulation », il n'en demeure pas moins que nous pouvons sans grand risque tirer un trait sur la politique d'indépendance française puisque notre alignement sur les intérêts américains devient total.

Hollande est même prêt à engager notre armée... en Irak pour faire le boulot que l'armée US a brillamment raté ces 8 dernières années.

Les pressions que notre pays subit de la part de nos grands amis n'ont plus rien d'amical et la France, empêtrée dans des difficultés économiques sans nom, a perdu toute possibilité de se défendre. Nous sommes à la merci de la finance anglo-saxonne. Nous sommes sous domination et occupation économique américaine.

Charles SANNAT

PARIS, 4 septembre (Xinhua) – La France a annoncé mercredi suspendre provisoirement la livraison de son premier porte-hélicoptères Mistral à la Russie qui devait être livré en octobre, a annoncé mercredi la présidence dans un communiqué.

« Le président de la République a constaté que, malgré la perspective d'un cessez-le-feu qui reste à confirmer et à être mis en œuvre, les conditions pour que la France autorise la livraison du premier BPC (bâtiment de projection et de commandement) ne sont pas à ce jour réunies », est-il expliqué dans le document de l'Élysée.

« Les actions menées récemment par la Russie dans l'est de l'Ukraine contreviennent aux fondements de la sécurité en Europe », poursuit le communiqué.

Cité par l'agence de presse officielle russe Itar-Tass, le vice-ministre russe de la Défense, Iouri Borissov, a réagi en indiquant que « le refus à ce contrat ne sera pas une tragédie pour (la Russie) en matière de plan de réarmement ».

De son côté, la porte-parole du département d'État américain, Jennifer Psaki, a salué dans un e-mail une « sage décision » de la part de la France.

L'annonce de la suspension du contrat est intervenue à la veille de l'ouverture d'un sommet de l'Otan à Newport (Royaume-Uni) en partie consacré à la crise ukrainienne, auquel participent une soixantaine de chefs d'État et de gouvernement, dont Barack Obama et François Hollande.

Par ailleurs, l'Union européenne prépare de son côté de nouvelles sanctions contre la Russie compte tenu de l'aggravation de la situation en Ukraine, ce qui place Paris dans une situation délicate dans sa relation commerciale militaire avec Moscou.

La suspension du contrat a suscité des critiques dans l'opposition, à l'instar de la députée UMP Valérie Pécresse qui a déclaré jeudi matin sur France Info avoir l'impression que la France « cède à la pression de ses alliés ».

« Si l'annonce du président se concluait par l'arrêt de la construction, ce seraient des centaines d'emplois qui seraient mis en difficulté », a pour sa part estimé Jean-Marc Perez, secrétaire adjoint du syndicat FO, cité par la presse française.

La France a signé en 2011 avec la Russie un contrat de 1,2 milliard d'euros pour la construction de deux porte-hélicoptères, le Vladivostok et le Sébastopol. Le premier devait être livré en octobre de cette année et le second en 2015.

## **Un Président incompetent, inconséquent, calamiteux personnage...**

Publié par medisma sur 4 Septembre 2014

# **Mistral Perdant**

Jacques Sapir

Incompétent, inconséquent, calamiteuse nullité et maladroit, ce Président envoie à tous le plus détestable des messages, celui d'un suivisme sans principes, d'une indécision pathologique, d'une incapacité à décider et à se



tenir à sa décision.

Et Valérie Trierweiler, l'ancienne maîtresse éconduite du Président, de confirmer qu'il est homme de petits calculs mais aussi de grand mépris pour tous ceux qu'il qualifie de "sans dents", tous ces pauvres qui payent aujourd'hui le prix de sa politique. Les Français risquent fort de ne pas l'oublier et de ne pas pardonner...

Cette lamentable affaire porte témoignage de l'homme qu'est, ou plutôt n'est pas, François Hollande.



Le Président de la République vient de décider de "suspendre" la livraison à la Russie du 1<sup>er</sup> navire Mistral, qui devait avoir lieu en novembre 2014. Cette décision est l'exemple même de l'incompétence et l'inconséquence qui caractérisent la politique étrangère de la France depuis plusieurs années. C'est une décision inconséquente car, si l'on voulait se concilier les bonnes grâces des pays de l'OTAN et des États-Unis, elle aurait dû être prise il y a plus de deux mois. C'est une décision inconséquente car elle ne peut que provoquer la colère de la Russie qui voit ce retournement de la position française survenir alors même que l'on parle d'un possible cessez-le-feu en Ukraine. Par cette décision, François Hollande met, de fait, la France hors jeu dans un possible règlement de la crise ukrainienne, et ce au moment même où la question d'un règlement politique pourtant s'impose. Il contribue à aggraver la situation et donne implicitement raison à tous les boutefeux qui trainent aujourd'hui de Bruxelles à Varsovie.

Mais, cette décision n'est pas seulement une preuve d'incompétence. En prononçant la "suspension" de la livraison, François Hollande prétend jouer de l'ambiguïté d'un terme, qui n'est pas celui d'annulation du contrat. S'il croit que la Russie et les États-Unis seront dupes de cette lamentable astuce



de langage, il se trompe. On ne conduit pas la politique étrangère d'un pays comme la France comme l'on dirige le Parti Socialiste, ce qui fut la seule responsabilité d'ordre national qu'exerça François Hollande dans sa carrière avant d'être élu Président de la République. Se croyant fin, mais étant en réalité calamiteux de maladresse, il envoie à tous nos alliés le plus détestable des messages, celui d'un suivisme sans principes, d'une indécision pathologique, d'une incapacité à décider et à se tenir à sa décision.

Cette décision est aussi une catastrophe pour l'industrie française. Qui, désormais, aura confiance en la parole de la France ? Les conséquences possible de cette "suspension", si elle se révélait être en réalité une annulation, iraient bien au delà du milliard d'euros qui a été payé par la Russie et qu'il nous faudrait rembourser, et cela sans compter les pénalités pour rupture de contrat. François Hollande, par son inconséquence, vient de porter un coup très dur à l'industrie française. Les travailleurs de l'industrie navale apprécieront, ainsi que tous les salariés qui aujourd'hui réalisent des contrats en Russie et qui pourraient bien, dans un proche futur, voir ces contrats annulés en représailles.

Il y a enfin une dernière dimension dans cette lamentable affaire qui porte témoignage de l'homme qu'est, ou plutôt n'est pas, François Hollande. On dira que, par cette déclaration, François Hollande s'est acheté à bon compte la paix pour la réunion de l'OTAN qui doit avoir lieu demain, et où il aurait été mis sur la sellette par Obama et quelques autres. On n'ose imaginer quelle aurait été la réaction du Général de Gaulle, voire de François Mitterrand, dans cette situation. Mais, surtout, cette "paix" personnelle, achetée au prix de l'emploi de milliers d'ouvriers, ne fait que donner tristement raison au livre que vient de publier Valérie Trierweiler, l'ancienne maîtresse, éconduite, du Président. Elle confirme qu'il est homme de petits calculs mais aussi de grand mépris pour tous ceux qu'il qualifie de "sans dents", tous ces pauvres qui payent le prix de sa politique. Les Français risquent fort de ne pas l'oublier et de ne pas pardonner.

*Jacques Sapir*

**La France emprunte sans difficulté... parce qu'elle n'hésitera pas à ponctionner l'épargne des Français**

Par Philippe Herlin - GoldBroker

Publié le 05 septembre 2014

Lundi, la France a emprunté à un taux négatif, ce qui veut dire que les investisseurs perdent de l'argent, qu'ils payent pour confier leur argent ! Certes, il s'agit d'emprunts à court terme (3, 6 et 12 mois, pour un montant total de 8,2 milliards d'euros) et à des taux très légèrement en dessous de zéro (de -0,002% à -0,004%). Mais tout de même, cela ne s'était pas produit depuis mai 2013.

Au même moment, l'Allemagne a également emprunté à des taux négatifs. Cependant, la situation économique des deux pays n'a strictement rien à y voir : l'Allemagne a dégagé un excédent budgétaire sur le premier semestre, alors que la France n'arrive pas à limiter son déficit à 3% du PIB ; le taux de chômage varie quasiment du simple au double de part et d'autre du Rhin ; la balance commerciale allemande a dégagé un excédent de 200 milliards d'euros sur 2013, tandis que celle de la France affichait un déficit de 60 milliards. Et on pourrait continuer cette liste sur des pages entières (rentabilité des entreprises, pourcentage des PME exportatrices, niveau des investissements, qualité de la formation professionnelle, etc.). Comment deux pays aussi dissemblables peuvent-ils emprunter avec la même facilité sur les marchés internationaux ?

Si, ces deux pays possèdent un point commun : l'euro. Ça aide, surtout la France. Ceci dit, les investisseurs achètent de la dette française, à des conditions comparables à celle de l'Allemagne ; comment expliquer cela ? Des analystes évoquent le "Flight to quality" (fuite vers la qualité) : les abondantes liquidités cherchant à se placer à travers le monde quittent les pays émergents, peu sûrs et dont les devises peuvent décrocher et, dans la zone euro, évitent les pays périphériques. Ne restent plus que l'Allemagne, l'Europe du Nord et la France.

Cette explication est en partie vraie, mais pas suffisante. Il y en a une autre : les Français épargnent beaucoup, entre 15 et 16% de leurs revenus (contre 10% en moyenne au niveau européen), ce qui se traduit par un pactole de 3.600 milliards d'euros d'épargne financière (livrets, comptes épargne, assurance-vie) logés dans les banques et les sociétés d'assurances. À un journaliste qui lui demandait si la France pouvait faire faillite, un ancien ministre des finances (François Baroin en 2012) avait répondu que la dette

de la France est un "investissement sans risque", notamment parce que "la France a un niveau d'épargne élevé". Cet éphémère ministre avait trahi la ligne de conduite du pouvoir, par delà les alternances politiques : l'État n'hésitera pas à puiser dans l'épargne des ménages pour faire face à ses obligations (3.600 milliards d'épargne financière d'un côté, 2.000 milliards de dette publique de l'autre...). Et la qualité universellement reconnue de nos services fiscaux ne laisse aucun doute sur la réalité de cette menace. Voilà qui rassure les investisseurs internationaux. Nettement moins l'épargnant.

On sait déjà que les banques qui tombent en faillite pourront puiser dans les comptes de leurs clients pour se renflouer, en vertu d'une directive européenne, mais une règle non écrite autorise l'État à faire de même : il faut en être conscient. Et, comme la situation de la France se dégrade inexorablement (les déficits ne se réduisent pas, la croissance est à zéro, le chômage continue d'augmenter), ce scénario risque vraiment de se produire. Face aux grands investisseurs internationaux, pour lesquels il ne faut pas négliger la dimension géopolitique (les fonds de pension US, les fonds souverains du Moyen-Orient, la banque centrale de Chine ; il ne fait pas bon se fâcher avec ces gens-là), l'épargnant français devra se sacrifier pour défendre "les intérêts supérieurs de l'État". On peut déjà imaginer, sur nos écrans de télévision, le ton compatissant, mais ferme, des plus hautes autorités de l'État nous expliquant "qu'il n'y a pas d'autre solution". Plus le temps passe, plus l'économie française s'enfonce dans la récession, et plus ce scénario cauchemar devient probable.

**Remerciements à Philippe Herlin. de [www.goldbroker.com](http://www.goldbroker.com)**

## **Les marchés boursiers à l'assaut de la plus grande bulle de l'histoire**

**Philippe Herlin Express.be 4 septembre 2014**

**[reprise]**

Le S&P 500 vient de franchir le seuil psychologique des 2,000 points, un record absolu dans l'histoire de cet indice, créé en 1950 et basé sur les 500 grandes sociétés cotées sur les bourses américaines, et, de fait, plus

représentatif que le célèbre Dow Jones (qui ne regroupe que 30 valeurs). Ce record semble démontrer le redressement de l'économie américaine ; prenons cependant un peu de recul pour évaluer ce chiffre.



Comme on peut le voir sur ce graphique, [de 1950 à fin 2013](#) (il atteint alors 1600 points), le S&P 500 connaît une vie très erratique depuis les années 2000 avec déjà deux bulles qui ont éclaté ! Mais remontons au début des années '80. A cette époque triomphe alors la « révolution conservatrice » du président Ronald Reagan : on assiste à un vaste mouvement de libéralisation de l'économie avec des secteurs entiers qui basculent dans la concurrence (le transport aérien, les télécoms, notamment). Dans le même temps, le niveau des impôts baisse, ce qui encourage la création de richesse. La croissance – saine – est au rendez-vous et les Etats-Unis sortent alors de la crise des années '70 pour connaître deux décennies fastueuses.

Logiquement, le S&P 500 se met à grimper à partir de 1982 (le krach d'octobre 1987 n'apparaissant que comme un correctif vite effacé). Mais la tendance s'accélère à partir de 1995 : c'est le début de la « bulle Internet ». D'immenses espoirs sont placés dans le réseau qui naît alors,

et les têtes tournent un peu trop. La bulle éclate début 2000 et le S&P 500 passe d'un plus haut à 1,527 à un plus bas à 800 en 2002, soit une division par deux. Les attentats du 11 septembre 2001 rajoutent au marasme ambiant. C'est ici qu'intervient Alan Greenspan qui décide, pour soutenir l'activité, de baisser le taux directeur de la Fed. Funeste erreur ! La croissance revient, mais alimentée par la construction immobilière et les subprimes, une pure bulle de crédit. On connaît la suite de l'histoire : le S&P 500 passe d'un plus haut à 1,561 en 2007 à un plus bas à 683 en mars 2009.

Pourquoi le S&P 500 remonte-t-il depuis mars 2009 ? La croissance est-elle revenue ? Si peu. Ce sont les plans de Quantitative easing de la Fed, qui débutent à cette date, qui expliquent ce retournement. Depuis, cet indice ne cesse de progresser à un rythme comparable aux deux précédentes bulles, une similitude aussi révélatrice qu'inquiétante. Aucune croissance saine de l'économie ne vient justifier cette rapide hausse ; d'un trimestre à l'autre, les variations du PIB s'avèrent hésitantes et la tendance s'inscrit autour des 2% ; aux Etats-Unis, cela ne s'appelle pas une reprise. La baisse du taux de chômage provient essentiellement du découragement des chômeurs de longue durée qui sortent des statistiques (comme le prouve la baisse du taux de participation de la population à l'emploi).

Tout indique que nous nous trouvons dans la troisième bulle boursière, mais celle-ci s'envole bien plus haut que les précédentes (2,000 points au moins donc, contre 1,561 en 2007 et 1,527 en 2000)... pourquoi ? Le « carburant » de la première bulle boursière était une croyance démesurée en une rupture technologique, Internet (qui finalement mettra plus de temps que prévu à s'installer) ; celui de la deuxième bulle fut le crédit immobilier aux particuliers, c'est-à-dire une portion du crédit bancaire. Le ressort de la bulle actuelle est bien plus puissant, puisqu'il s'agit de la banque centrale américaine, la Fed, avec ses plans de Quantitative easing (rachat de bons du Trésor) et son taux directeur maintenu à zéro, tout cela durant plus de quatre années. Cette politique laxiste devrait bientôt prendre fin, selon sa présidente Janet Yellen. Nous verrons bien, mais la chute risque d'être douloureuse.

# Le ridicule...

Patrick Reymond 5 septembre 2014

13 % de bonnes opinions dans le dernier sondage, 30 % pour Valls, il n'aura pas mis longtemps, lui non plus à griller.

Pour cause : appliquer la même politique conduit au même résultat.

Mais, comme l'ont remarqué certains, 13 %, c'est encore 12 % de trop, et ces 12 % ont la foi du charbonnier. Sans doute à cause du profil de rare prestance présidentielle ? La côte de popularité de Giscard en mars 1981 (41 %), fait presque figure d'Himalaya.

Il va sans doute s'attaquer au record de B. Elstine, tombé à 1 %.

Les sans dents, comme je l'avais indiqué, deviennent une appellation, comme tiers état ou sans culottes ? On verra bien, mais la cristallisation en un mot devient éminemment grosse et porteur de nuages. Les sans culottes n'étaient pas particulièrement des tendres.

Thévenoud démissionne après un passage éclair, rappelant les pires heures de la IV<sup>e</sup> république. Il avait oublié de payer ses impôts. Il avait aussi oublié qu'il avait oublié ??? Alzheimer précoce ? On devrait donc se poser la question de savoir s'il est encore apte à être député ?

15 millions de dollars pour l'Ukraine, c'est l'aide de l'OTAN. Et oui, on pouvait pas faire moins. Avec des aides pareilles, pas besoin d'ennemis. Pour stabiliser la situation, c'est 15 MILLIARDS, minimum, qu'il aurait fallu...

Mac Cain (je dois éviter d'en parler, ça me donne faim), parle de livrer des armes en Ukraine. Comme d'habitude et depuis le Viet Nam, il y a gros à parier qu'elles iront tout droit équiper les adversaires. ça creusera encore le fossé : les ex-soviétiques n'aiment pas les armes américaines, trop fragiles (des armes de femmelettes chétives qui plus est).

Porochenko avait annoncé un cessez le feu avec la Russie, manque de bol, il n'est pas en guerre avec elle. C'est ce que lui a dit Poutine, et les novorusses ne sont visiblement pas au courant...

Les dits novorusses remercient d'ailleurs tendrement les mesures d'ajustements structurelles, qui avaient mis en réserve et à la retraite tous les cadres de l'armée ukrainienne, originaires du Donbass, la réduction des effectifs, de l'entraînement et des dotations de l'armée ukrainienne. Ils



remercient tout aussi tendrement Porochenko pour ses livraisons de matériel, bien qu'ils ne sachent pas trop quoi en foutre tellement ils en ont, et le bombardement des zones civiles, qui a eu pour effet que la population du Donbass fait désormais bloc contre Kiev.

Donc, ces mesures d'ajustements structurelles de l'armée Ukrainienne ont donné des cadres et un état major expérimenté et en état de marche à l'armée novorusse, et des courtisans arrivistes au croupion d'Ukraine.

Le ridicule, hélas, n'a pas tué. On aimerait bien, pourtant, que ce fut le cas...

## Croissance des énergies nouvelles

Patrick Reymond 5 septembre 2014

Il y a donc eu rebond des énergies nouvelles, éolien et photovoltaïque en 2014 en France. Pour l'éolien, la cadence de raccordement a été multipliée par 2 sur le premier semestre (+ 93 %), et de seulement 56 % pour le photovoltaïque.

Mais la leçon doit être retenue : on ne fige pas éternellement un paysage technique.

Si l'électricité produite reste très modeste (1 % et 3.8%), même à ce niveau, cela reste ingérable économiquement pour le reste de la filière. Ou alors, il aurait fallu une envolée de la consommation. Il reste que si la consommation semble grosso-modo se maintenir en France, elle baisse notablement et fortement dans le reste de l'Europe.

Si la baisse, devant des politiques économiques idiotes, se confirmait aussi en France, au même rythme (- 5 %), les électriciens seraient vraiment dans la M...ouise.

Cette atonie, d'ailleurs, du marché électrique européen, est aussi une mauvaise nouvelle pour EDF : son électricité sera de plus en plus difficile à vendre.

La totalité des pays européens est d'ailleurs dans un pic de l'énergie, depuis 2006. Ce n'est pas un symptôme de crise, mais sa cause. L'énergie est la base de la société, et l'énergie bon marché a disparu. La pensée de mettre "hors sol", l'énergie nucléaire est ridicule. Elle est étroitement liée au reste de l'économie, et il n'y a pas loin qu'elle produise bientôt, une énergie inutile.

Les "sans dents", monsieur le président, en ont, en réalité, de forts coriaces.

Ils ne dépensent pas l'argent qu'ils n'ont pas.

D'ailleurs, cela devient patent. les données écrites en 2010, appartiennent désormais plus à l'histoire qu'à l'actualité économique. Le mouvement prend de l'ampleur et s'accélère.

## **Mur, cessez le feu, sans dents...**

**Patrick Reymond 4 septembre 2014**

Beaucoup d'actualités, finalement, entre Oural et Atlantique. Hollande nous donne une image pitoyable. Il appelle les pauvres "sans dents", nous dit on ? Où est le trait d'humour ? Là est sans doute le plus frappant. Il faut vraiment pas avoir de cerveau. Pour trouver ça drôle. Et le servir.

C'est un trait commun aux gouvernants (l'absence de cerveau), en Ukraine, le Premier Miniministre veut un mur avec la Russie.

On se demande pourquoi faire. Ce n'est pas en mettant 4 pelés et trois tondu derrière que ça empêcherait les russes de passer.

Porochenko décrète un cessez le feu permanent, après conversation avec Poutine, bien que celui-ci précise qu'il ne contrôle pas l'autre camp.

Dans le même temps, Obama parle d'élargissement de l'OTAN, L'ukraine fait fit de son nom alignement, et l'Otan veut réunir la totalité de son corps de bataille disponible : 10 000 hommes.

C'est sûr que devant cette annonce, les militaires russes ont du en faire dans leur froc. Ils ont du tellement tire qu'ils ont certainement pas pu se retenir. Quand à Poutine, peut il retenir ses propres militaires de continuer à aider la Novorussie ? C'est sans doute, impensable, surtout en cas de victoire. Quand à l'Ukraine, elle même, maintenant qu'elle a perdu ses deux seules provinces productives (trois avec la Crimée), qu'est ce qu'elle espère tirer de l'Otan et de l'UE ? Des conseils pour un plan d'austérité ?

Pas plus due Hollande, Porochenko, ni Hollande ne savent prévoir le moindre coup. Faire cocu sa compagne et se séparer ? Il fallait s'attendre à une réplique, d'autant qu'elle sera lucrative. [Et dévastatrice politiquement.](#) Il pourrait bien avoir créer une catégorie.

Porochenko et Iatseniouk visiblement, n'ont pas plus de matière grise...

Ni les USA, ni Obama. Plus ça tourne mal, plus ils s'enfoncent. Visiblement,

la fessée prise par l'armée ukrainienne n'a pas été comprise, et Obama affirme que "la Russie s'est affaiblie " Ah bon ? Et comment ? Faudrait m'expliquer des tas de choses. D'abord en quoi elle s'est affaiblie, en quoi un mur ça aiderait, et en quoi "sans dents", c'est un mot d'esprit marrant. ça fait plutôt lourd et idiot. Et franchement un bon signe de crétinisme en phase délirante. Mais révélateur d'un fait : le capitalisme est inquiet, et ne tolère plus désormais, aucune contestation. Il écrasera tout, dans le sang.

## Egypte: Panne d'électricité monstre au Caire

Laurent Horvath 2000watts.org Jeudi, 04 Septembre 2014



Seulement 4 jours après le black-out, dû à un « défaut technique », qui avait plongé dans le noir l'ensemble du territoire tunisien pendant environ une heure et demi, c'est au tour du Caire, la capitale égyptienne, et ses 20 millions d'habitants, qui s'est retrouvée sans électricité, ce jeudi

matin.

La panne électrique a paralysé, entre autre, le métro en pleine heure de pointe, avec une chaleur estivale de 40 à 45 degrés.

### **Pénurie d'électricité au menu**

L'Egypte souffre depuis le Printemps Arabe et sa révolution de nombreuses coupures quotidiennes d'électricité, parfois jusqu'à huit coupures tournantes par jour au Caire. Bien que la production ne parvienne pas à satisfaire les besoins, la capitale n'a jamais subi une coupure d'une telle ampleur.

Le trafic du métro a été interrompu sur la totalité de l'une des trois lignes de métro et en partie sur une deuxième.

## MARIO DRAGHI NOIE LE POISSON, EN TOUTE INDÉPENDANCE...

4 septembre 2014 par François Leclerc | [www.pauljorion.com](http://www.pauljorion.com)

Un pas en avant, un pas en arrière. Mario Draghi a repris aujourd'hui le terme employé avant-hier par Wolfgang Schäuble, selon qui ses propos tenus à

Jackson Hole avaient été « sur-interprétés », prenant acte – en toute indépendance, cela va de soi – du refus du gouvernement allemand et de la Bundesbank de le suivre sur un terrain glissant. Il a procédé à sa propre explication de texte pour noyer le poisson, estimant que « chacun devait faire son travail » pour enrayer la baisse de l'inflation, aux gouvernements de mener des politiques budgétaires favorables à la croissance et l'emploi tout en réalisant des réformes structurelles (et de trouver les marges de manœuvre le permettant !). Il n'est pour le moment plus question de flexibilité de la politique fiscale, en attendant des jours meilleurs et des circonstances plus propices.

Pour sa part, la BCE a abaissé à 0,05 % son principal taux directeur – autant dire que le loyer de l'argent est gratuit pour les établissements financiers – et a encore baissé son taux de rémunération, devenu négatif, des dépôts bancaires dans son coffre-fort. Présentées comme allant relancer le crédit aux entreprises et assurer le retour de l'inflation, ces deux mesures, ainsi que l'annonce d'un « large » et non chiffré nouveau programme d'achat de dette privée titrisée (ABS), qui était depuis longtemps à l'étude, auront plus sûrement comme effet de soulager les bilans bancaires en ces temps de troisième version des stress-tests. La BCE n'y étant pas soumise, cela lui permet de continuer à jouer les *bad banks* pour le compte d'autrui.

Encore une petite pelletée de terre ?

## **Voici comment nous sortirons de la déflation**

Posté le 5 septembre 2014 par *Bcolmant*

Mario Draghi a beau clamer, sans rire, avec une croissance nulle et un taux d'inflation microscopique, qu'il ne voit pas de déflation : nous sommes bien en déflation.

Pourquoi la BCE aurait-elle d'ailleurs décidé d'augmenter la taille de son bilan de 1.000 milliards si nous n'étions pas en déflation ?

L'institut d'émission vient d'activer les premiers leviers pour s'extraire de la déflation qu'elle a elle-même contribué à créer, en résonance avec les programmes d'austérité de la Commission Barroso, dont les égarements intellectuels feront date dans la rubrique des contre-exemples de l'histoire de la pensée économique.

Les taux d'intérêt à court terme sont ramenés à zéro et se dissoudront bientôt dans des territoires négatifs, tandis que la BCE va refinancer des actifs et fournir un financement quasiment gratuit aux banques.

L'étape suivante consistera inmanquablement à refinancer des dettes publiques, ainsi que la Banque Centrale du Japon le fait, réescomptant 70 % des nouvelles dettes publiques émises par l'Empire du Soleil Levant.

Ces démarches de la BCE conduisent à affaiblir l'euro. Mais attention, les autres pays voient mécaniquement leur propre devise s'apprécier par rapport à notre monnaie commune.

Sauf à penser que l'Europe est un continent devenu accessoire, ces autres pays feront aussi tourner la planche à billets, entraînant le monde dans une guerre larvée des monnaies, caractérisée par des dévaluations successives des monnaies.

Finalement, on en arrivera peut-être au scénario des années septante, caractérisé par des dévaluations en cascade et une vague d'inflation qui a lavé les dettes du passé.

Et nous sortirons, appauvris, mais allégés des dettes de la crise.

## **L'Irlande, le pays où il n'est pas nécessaire de rembourser son crédit immobilier...**

par Audrey Duperron · 05 sept. 2014 Express.be



L'économie irlandaise semble sortir du marasme, et après un quatrième trimestre de contraction, le PIB a progressé de 2,7% au cours du premier trimestre de cette année, le chômage continue de baisser, tandis que les prix de l'immobilier sont repartis à la hausse.

Mais un problème demeure : le nombre de propriétaires en retard de plus de 2 ans sur le paiement de leurs échéances de crédit immobilier continue de progresser.

Au cours du second trimestre, ils étaient encore 37.066, un nombre en progression de 5% par rapport au trimestre précédent. Leurs emprunts représentent 5% de l'ensemble des crédits immobiliers sur des résidences principales.

Même si le chiffre baisse régulièrement, l'ensemble des arriérés de crédit demeure astronomique en Irlande. Au second trimestre, la proportion des crédits connaissant des arriérés de crédit de plus de 90 jours atteignait encore 19% de l'ensemble des emprunts sur les résidences principales. En Espagne, pays qui a aussi été aux prises avec les suites de l'éclatement d'une bulle immobilière, elle ne se monte qu'à 3,4%.

Comment l'expliquer? Un ensemble de raisons culturelles, juridiques et économiques ont probablement fait des Irlandais les champions du monde de la défaillance de crédit :

- **Le chômage** : le taux de chômage était inférieur à 5% à la fin de l'année 2007. Actuellement, il dépasse encore les 11%. [En outre, les salaires se sont réduits.](#)
- **Les saisies sont rarissimes.** Un rapport de la banque centrale irlandaise a montré qu'au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2012, la justice n'a donné son accord que pour 38 saisies immobilières. A ce rythme, il faudrait plus de 620 ans aux banques pour obtenir des saisies immobilières sur l'ensemble des 95.000 crédits accusant des retards de paiement de plus de 90 jours.

Dans un rapport, l'agence de notation Moody note que les saisies sont « négligeables par rapport au niveau d'arriérés ». Ses analystes ont remarqué que la tendance s'était aggravée en 2012, à un moment où les dirigeants du pays débattaient la question d'une amnistie généralisée des défauts de paiement sur les crédits immobiliers, qu'ils n'ont finalement jamais décidée. Selon Moody, les Irlandais profitent de la situation. Ils ne paient pas leurs échéances de crédit parce qu'ils savent que les chances qu'ils soient expulsés et dépossédés de leur bien sont infimes. Pour Gregory Connor, un professeur de l'université de



Maynooth, près de 35% des défaillances de paiement d'échéances de crédit sont le fait de choix « stratégiques » : les emprunteurs ont les moyens de les payer, mais ils choisissent de ne pas le faire.

- **Une faille juridique empêche les évictions.** La loi sur les saisies immobilières, remaniée récemment, contient une clause qui n'autorise les juges à prononcer la saisie que pour les contrats de crédit conclus postérieurement au 1<sup>er</sup> décembre 2009, après l'entrée en application de cette loi. Un jugement de juillet 2001 a popularisé cette faille... et les défaillances de crédit se sont multipliées par la suite. Et les politiciens sont réticents à se rendre impopulaires en modifiant la loi pour rétablir sa rétroactivité.
- **Certains suspectent que les banques ont tout intérêt à maintenir un certain statu quo.** Les défaillances de crédit sont comptabilisées dans une catégorie d'actifs avec un risque latent, ce qui implique qu'elles conservent encore une certaine valeur dans le bilan des banques. En effectuant la saisie et la revente à perte, la banque s'expose à devoir constater une perte réelle. Les saisies immobilières pourraient ainsi révéler l'étendue de leurs problèmes, ce qui pourrait être embarrassant à la fois pour le pays, mais aussi pour l'UE qui lui a consenti un prêt d'urgence.

Ainsi, prêter de l'argent est une activité particulièrement risquée en Irlande... Mais cela va bien au-delà.

Au cours de la crise financière, [le gouvernement irlandais a renfloué les banques de 64 milliards d'euros](#) (l'équivalent de 40% du PIB du pays), mais ce faisant, il a acquis des prises de participation. Ce qui signifie que les contribuables irlandais sont partiellement propriétaires des banques du pays... y compris, bien entendu, ceux qui ne leur remboursent pas les prêts qu'elles leur ont octroyés.

Le gouvernement irlandais s'est beaucoup endetté lui-même pour procéder à ce sauvetage du système bancaire, au point qu'il a dû réclamer un prêt d'urgence de 67,5 milliards d'euros à la troïka composée de la Commission Européenne, du Fonds Monétaire International, et de la Banque Centrale Européenne, en novembre 2010. Autrement dit, ce sont les contribuables européens qui supportent le risque de défaillance des emprunts hypothécaires irlandais.

Les prêteurs européens redoutent les risques posés par les défaillances de crédit, et ils ont demandé au gouvernement irlandais de prendre des mesures pour faciliter les saisies immobilières.

L'accumulation des arriérés de crédit a aussi un effet pervers sur l'économie irlandaise : il prive les banques des rentrées de capitaux dont elles ont besoin pour octroyer les prêts servant à financer les investissements des entreprises... comme les projets d'acquisition immobilière des particuliers. Ainsi, les prêts au secteur privé sont au plus bas en Irlande.

## **La BCE est maintenant à cours de munitions: 'Mario Draghi va rapidement être remplacé par Jens Weidmann'**

par Audrey Duperron · 04 sept. 2014 Express.be



Le Président de la BCE, Mario Draghi, a encore surpris les marchés jeudi en annonçant une nouvelle baisse du taux d'intérêt directeur de la zone euro pour le passer de 0,15% à 0,05%. Il a également indiqué que la BCE poursuivrait sa politique d'achat massif d'actifs.

Selon Steen Jakobsen, CEO de Saxo Bank, il semble de plus en plus probable que Draghi amorce son retour en Italie pour en devenir le président.

Le mandat de président de la BCE de Draghi s'achève en 2019. On pense que le président italien actuel, Giorgio Napolitano, qui occupe cette fonction depuis 2006, et qui n'a accepté qu'avec réticence de renouveler son mandat en avril 2013, pourrait souhaiter se retirer à l'approche de ses 90 ans, le 29 juin 2015. Draghi est le plus grand favori pour lui succéder.

Tout d'abord, la BCE apparaît maintenant avoir épuisé ses munitions. Draghi l'avait déjà implicitement reconnu dans [le discours qu'il avait prononcé, le 23 août dernier, à Jackson Hole, lorsqu'il avait dit qu'il incombait aux Etats-membres d'en faire plus](#) pour remédier au problème de la faiblesse de la reprise dans la zone euro. Aujourd'hui, il est clair que sur le plan des taux d'intérêt, il ne sera plus possible d'aller plus loin. En d'autres termes:

[Il appartient maintenant aux politiciens de jouer leur rôle et de prendre des réformes pour s'assurer que les banques prêtent de l'argent et que les consommateurs consomment. Le taux d'intérêt est maintenant quasi nul; comme le sont les possibilités dont la BCE dispose encore en magasin. »](#)

Si cela se confirme, nous serons confrontés à des changements majeurs, a expliqué Jakobsen dans un e-mail à la rédaction. Les changements se produisent seulement quand il n'y a pas d'autre alternative, et la BCE semble maintenant avoir joué son rôle.

Gian Paolo Bazzani, le CEO de Saxo Italia confirme cette piste: «Depuis 2012 et au moment de la réélection de Napolitano, désormais âgé de 89 ans, les rumeurs allaient bon train concernant un nouveau poste pour Super Mario. L'hypothèse la plus récente désormais est celle que Napolitano donnerait sa démission après les réformes (lesquelles ???), d'autant que Draghi se comporte déjà comme un politicien. »

[C'est Jens Weidmann, l'actuel président de la Bundesbank, qui semble s'imposer comme le successeur naturel de Draghi](#), et il bénéficie du soutien de Berlin.

Mais en dehors de l'Allemagne, son arrivée à la tête de la BCE pourrait être interprétée comme une remise de ses clés à Berlin, tandis que les eurosceptiques allemands craignent qu'elle affaiblisse la résistance allemande contre les politiques d'assouplissement monétaire réclamées par Paris et Rome.

Enfin, Weidmann, qui été stagiaire à la Banque de France, parle le français : un avantage qui s'avérerait probablement important dans ses potentielles nouvelles fonctions.